

LIAISON

COMMISSION DU DROIT L'ONTARIO

Message de la directrice exécutive

Depuis plus d'un an, à la Commission du droit de l'Ontario, mes collègues et moi-même nous consacrons entièrement à la réalisation des projets de notre second mandat. Notre regard est toutefois également résolument tourné vers l'avenir, de telle sorte que nous avons récemment rendu public un appel de propositions de nouveaux projets.

Peut-être avez-vous déjà reçu un courriel à ce sujet, vu cet appel sur notre site Web ou un lien y menant publié sur le site d'un de nos partenaires, ou même lu nos publicités dans certains journaux communautaires qui paraissent dans le nord de l'Ontario.

La CDO sollicite des propositions de la part de particuliers ou d'organismes, ce qui inclut les groupes communautaires, les membres de la profession juridique, la magistrature, le gouvernement et le grand public. Nous acceptons les propositions portant sur l'examen de dispositions particulières d'une loi ou d'une loi entière, ou encore sur des enjeux liés à la justice sociale. Pour en apprendre davantage sur l'éventail des projets que nous avons entrepris jusqu'à maintenant, jetez un rapide coup d'œil sur notre site Web.

Notre nouveau comité de sélection des projets examinera les propositions et en recommandera plusieurs au Conseil des gouverneurs de la CDO, en collaboration avec un comité d'experts. Le Conseil prendra ensuite la décision finale.



Vous avez une idée qui pourrait contribuer à améliorer un secteur du droit? Il est facile de soumettre une proposition. Consultez les directives sur notre site Web ou appelez-nous si vous avez des questions. Nous avons hâte d'avoir de vos nouvelles!

Patricia Hughes

dans ce numéro . . .

- ☀ **Une étude prône un examen du salaire minimum**
- ☀ **Premier projet proposé par le gouvernement**
- ☀ **Communautés sécuritaires**

Relations avec l'Université York

Mamdouh Shoukri, le président de l'Université York, a récemment rencontré les étudiants et le personnel de la Commission dans le cadre d'une visite de nos bureaux situés dans le nouvel édifice Ignat Kaneff de la Faculté de droit Osgoode Hall. Au cours de l'été, Patricia Hughes, la directrice exécutive de la CDO, s'est entretenue avec Rhonda Lenton, vice-rectrice à l'enseignement et à la recherche à l'Université York, de la CDO et de l'engagement conjoint de la Commission et de York envers l'analyse multidisciplinaire et la participation communautaire.



Le président et recteur de l'Université York, Mamdouh Shoukri, a visité le personnel et les étudiants chercheurs de la CDO au cours de l'été.

En provenance de la Ivy League

Daniel Ambrosini a joint en août les rangs de la CDO à titre d'avocat chercheur, après avoir passé deux ans comme fellow à la faculté de droit de Harvard dans le cadre d'une bourse postdoctorale. Il aidera notamment la CDO à perfectionner ses méthodes quantitatives et qualitatives pour la recherche et les consultations.

NOUVEAUX PROJETS

Dans le cadre de son second mandat, la Commission travaille cet automne à six projets, dont un nouveau cadre visant à simplifier l'administration d'une succession lors du décès d'une personne, ainsi que le premier projet proposé à la CDO par le gouvernement.

La CDO a également le plaisir d'annoncer :

- l'approbation d'un rapport final (qui sera rendu public plus tard cet automne) qui se penche sur la *Loi sur le privilège des travailleurs forestiers portant sur leur salaire*, vieille de 122 ans;
- la parution du rapport final du projet de réforme du droit de la famille, intitulé *L'amélioration de l'accès à la justice familiale grâce à des points d'entrée globaux et à l'inclusivité*, dont on a parlé dans le cadre d'un épisode de juillet de l'émission radiophonique Metro Morning, à CBC; 🏠
- la parution, plus tard cet automne, de documents de travail sur les projets sur les recours collectifs et sur la capacité juridique, la prise de décision et la tutelle.

NOTRE TRANSFORMATION

Il est le cinquième anniversaire de Liaison et nous avons eu une transformation! Notre conception a changé, mais nous continuons à vous tenir au courant des activités de la CDO. Dites-nous ce que vous pensez à lawcommission@lco-cdo.org



Vous voyez cette photo?
Plus de détails sur le site www.lco-cdo.org



Une étude de la CDO contribue à faire avancer l'examen du salaire minimum

Une stratégie pour soutenir les travailleurs vulnérables suscite un vif intérêt

Yasir Naqvi, le ministre du Travail de l'Ontario, a indiqué que le rapport de la Commission sur les travailleurs vulnérables et le travail précaire

constituait l'un des éléments qui ont incité le gouvernement à lancer un examen du salaire minimum annoncé en juillet dernier. Le Comité consultatif d'établissement du salaire minimum, dont la création est recommandée dans le rapport de la CDO, a été mis sur pied pour « pour aider à assurer un processus équitable pour les travailleurs, prévisible pour les entreprises et porteur de débouchés plus nombreux pour l'ensemble des Ontariennes et des Ontariens ».

« Cette étude est judicieuse et arrive à point nommé », déclare Patricia Hughes, la directrice exécutive de la CDO, à propos des 47 changements que propose le rapport, qui comprennent un examen du salaire minimum, présentement à 10,25 \$/heure, et une stratégie provinciale globale pour soutenir les travailleurs vulnérables. « Les droits des travailleurs sont un sujet brûlant d'actualité. Les gens sont conscients de leurs répercussions sociales et de la nécessité d'y apporter des modifications », poursuit Mme Hughes.

Les résultats et recommandations issus de l'étude de la CDO ont suscité un vif intérêt auprès d'organismes gouvernementaux et communautaires, et du milieu de l'éducation et des affaires.

Mme Hughes et le président du Conseil des gouverneurs de la CDO, Bruce Elman, ont été invités à présenter ces résultats et recommandations, dans le cadre d'un colloque portant sur les droits des travailleurs organisé en mai dernier par le Centre for Studies in Social Justice (centre de recherche sur la justice sociale) de l'Université de Windsor. En juin, Mme Hughes a pris la parole devant le groupe de travail sur les travailleurs vulnérables du ministère du Travail. Les résultats de l'étude de la Commission sont également régulièrement évoqués par le Poverty and Employment Precarity in Southern Ontario Research Group (PEPSO – groupe de recherche sur la pauvreté et la précarité de l'emploi dans le sud de l'Ontario), un groupe de recherche communautaire-universitaire dirigé par Centraide Toronto et l'Université McMaster. Parmi les nombreuses découvertes figurant dans son rapport de février 2013, intitulé *Its More Than Poverty* (c'est plus que de la pauvreté), le PEPSO révélait que seulement 60 % des travailleurs de la région du Grand Toronto occupaient un emploi stable et sûr.

« Nous mentionnons toujours l'étude de la CDO, car il s'agit d'une autre ressource essentielle qui propose un cadre juridique et social s'appliquant à la précarité de l'emploi », explique Michelynn Laflèche, directrice de la recherche chez Centraide et auteure du rapport du PEPSO. « Comme nous sommes des chercheurs en sciences sociales, et non des avocats, ce point de vue juridique est très important. »

« Un des mandats de la CDO consiste à faire avancer la discussion, acquiesce Mme Hughes, et nous y sommes vraiment parvenus grâce à ce rapport. J'espère que le gouvernement continuera à s'inspirer de nos recommandations. »



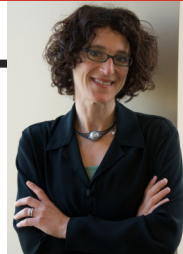
Forum portant sur la création de communautés sécuritaires

Selon Chris Sadeler, la directrice du conseil de prévention du crime de la région de Waterloo, tout le monde « mettra la main à la pâte » à l'occasion du forum de la CDO portant sur la sécurité communautaire, qui aura lieu le 22 novembre à la maison Oakham. Mme Sadeler fera partie des intervenants qui participeront à ce forum d'une journée destiné à examiner de quelle façon la promotion de la sécurité dans les communautés peut mieux être intégrée aux agences gouvernementales et organisations communautaires.

« Autrefois, la sécurité était assurée de maison en maison, entre voisins », explique Mme Sadeler, qui siège également au conseil consultatif communautaire de la CDO. « Avec le temps, des services officiels ont été mis en place, mais ils ne remplissent pas nécessairement toutes les promesses qu'ils avaient faites. »

Environ 50 intervenants des quatre coins de l'Ontario participeront à une série d'ateliers visant à aider la Commission à cerner un projet novateur dans le domaine de la recherche ou de l'élaboration de politiques.

Selon Gwen Boniface, un ancien commissaire de la Police provinciale de l'Ontario qui siège actuellement au Conseil des gouverneurs de la CDO, la Commission est l'organisme qui doit prendre la direction de cet enjeu urgent. « La sécurité communautaire a des répercussions sur les personnes et leur capacité de vaquer à leurs activités quotidiennes », indique M. Boniface.



Avocate recherchiste, Joanna Birenbaum est chef de projet pour le Forum interactif sur les approches intégrées en matière de sécurité communautaire de la CDO.

La CDO dirige un premier projet proposé par le gouvernement

Un projet examine les diverses options de réforme du REEI

À l'instar du problème classique de l'œuf et de la poule, une personne ayant une déficience intellectuelle peut vouloir ouvrir un régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI) afin d'épargner pour l'avenir, mais on l'empêche de le faire, car sa capacité à le faire est mise en doute.

Depuis sa création en 2008, certaines personnes aux prises avec une déficience intellectuelle font face à d'importantes difficultés lorsqu'elles désirent ouvrir et gérer elles-mêmes un compte dans le cadre du programme de REEI fédéral. Toutefois, cette situation pourrait changer bientôt, grâce au premier projet proposé à la Commission par le gouvernement.

« Les parents peuvent ouvrir un REEI pour un enfant mineur », explique Sarah Mason-Case, avocate recherchiste à la CDO, mais la *Loi de l'impôt sur le revenu* ne comporte aucune disposition permettant de nommer un représentant pour des personnes adultes. Celles-ci doivent avoir un tuteur nommé pour elles dans le cadre d'un processus qui peut être coûteux et long, et qui aura probablement une incidence sur leur qualité de vie. »

Le gouvernement fédéral a établi des mesures temporaires pour répondre à cet enjeu. Pour sa part, le projet de réforme du REEI entrepris par la CDO examine des solutions à long terme pour les Ontariennes et Ontariens.

Aux termes d'une recherche préliminaire auprès de particuliers et d'organismes au Canada, Mme Mason-Case prépare actuellement un document de travail qui propose un éventail d'options de réforme. L'étape des consultations, prévue pour la fin 2013, sera suivie de la parution d'un rapport final au printemps 2014.



La Commission du droit de l'Ontario tient à remercier ses partenaires financiers :



Et les facultés de droit suivantes pour leur soutien :

Queen's University, Université d'Ottawa (Sections de common law et de droit civil), Université de Toronto, Université de Windsor et Western University.

Elle reçoit un soutien supplémentaire de l'Université York.

COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO

2032 Ignat Kaneff Building
Osgoode Hall Law School, York University
4700 Keele Street, Toronto, ON, Canada M3J 1P3
Tél. : 416-650-8406 | Sans frais : 1-866-950-8406
TTY: 416-650-8082
lawcommission@lco-cdo.org
 @phugheslco
blog: <http://www.lco-cdo.org>



LAW COMMISSION OF ONTARIO
COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO